

APPEL À PROJETS 2020

Opération 6.4.A : Investissements dans les hébergements touristiques ruraux (hôtels et campings) et les activités de loisirs PDR 2014-2020 Aquitaine

Calendrier :

	<i>Début de dépôt du dossier de candidature</i>	<i>Fin de dépôt du dossier de candidature simplifié</i>
Période	5 mars 2020	15 juin 2020

TABLE DES MATIERES

A.	Préambule	3
1.	Introduction.....	3
2.	Description de l'opération 6.4.A	3
B.	Cadre général de l'Appel à Projets	3
1.	Objet de l'Appel à Projets.....	3
2.	Moyens financiers dédiés à l'Appel à Projets.....	3
3.	Type de soutien	4
4.	Conditions de financement du projet	4
5.	Calendrier de l'Appel à Projets.....	4
C.	Conditions de candidature à l'Appel à Projets	4
1.	Éligibilité temporelle des dépenses.....	4
2.	Conditions d'éligibilité géographique du projet.....	4

D.	Dépôt et sélection des dossiers de demande de subvention.....	5
1.	Constitution du dossier	5
2.	Modalités de sélection des dossiers.....	6
3.	Suite de la demande après la sélection du projet	6
4.	Les engagements du bénéficiaire	6
E.	Contacts.....	7
F.	Récapitulatif de la vie d'un dossier	8
G.	Foire aux questions	9
	Fiche n°1 : Soutien à l'hôtellerie indépendante	11
A.	Conditions d'éligibilité du projet	11
B.	Bénéficiaires éligibles	11
C.	Planchers et plafonds applicables	11
D.	Description des dépenses éligibles (coûts éligibles)	12
E.	Critères de sélection du projet - Soutien à l'hôtellerie indépendante.....	13
	Fiche n°2 : Soutien à l'hôtellerie de plein air indépendante	15
A-	Conditions d'éligibilité du projet	15
B-	Bénéficiaires éligibles	15
C-	Planchers et dépenses applicables.....	15
D-	Description des dépenses éligibles (coûts éligibles et inéligibles)	15
E-	Critères de sélection du projet - Soutien à l'hôtellerie de plein air indépendante.....	17
	Fiche n°3 : Soutien aux activités de loisirs	19
A-	Conditions d'éligibilité du projet	19
B-	Conditions d'éligibilité du bénéficiaire.....	19
C-	Plancher applicable	19
D-	Description des dépenses éligibles (coûts éligibles et inéligibles)	20
E-	Critères de sélection du projet - Soutien aux activités ludiques et récréatives.....	21
	Annexe 1 : Liste des communes de Bordeaux Métropole et des communes du littoral	24
	Annexe 2 : Fiche « Responsabilité sociales et environnementales d'un projet d'investissement touristique »	25

A. PREAMBULE

1. INTRODUCTION

En France, la dernière loi de décentralisation a donné aux Régions de nouvelles responsabilités dont la gestion du Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural (FEADER). En finançant le deuxième pilier de la PAC, le FEADER vise à soutenir tant l'activité agricole que le développement rural dans son ensemble. Il est donc un outil majeur pour permettre aux territoires ruraux de s'adapter aux enjeux de demain.

2. DESCRIPTION DE L'OPERATION 6.4.A

L'opération 6.4.A intitulée : « Hébergements touristiques, activités de loisirs » vise à soutenir le développement quantitatif des hébergements touristiques et des activités de loisirs. Elle vise également à permettre l'amélioration qualitative des équipements, par une meilleure prise en compte de la dimension environnementale et sociale et de la qualité des prestations (démarche qualité), tout en favorisant une saisonnalité étendue.

En effet, le territoire aquitain dispose d'une grande diversité d'atouts touristiques, leviers d'un développement économique majeur des zones rurales. Toutefois en raison de la saisonnalité des activités touristiques, du manque de visibilité des démarches de promotions touristiques des différents territoires et des nouveaux modes de consommation, le secteur du tourisme doit être soutenu pour offrir des produits répondant aux nouvelles exigences des différentes clientèles.

B. CADRE GENERAL DE L'APPEL A PROJETS

1. OBJET DE L'APPEL A PROJETS

L'appel à projets vise à soutenir :

- les projets d'hébergements touristiques dans une logique d'équitable répartition de l'offre en comparaison avec des espaces plus denses comme le littoral ou les espaces urbains :
 - Création et modernisation de l'hôtellerie indépendante
 - Création et modernisation de campings de tourisme indépendants
- les projets d'offre d'activités de loisirs :
 - Création et modernisation d'aménagements inscrits dans une démarche ludo-pédagogique favorisant l'accueil, la découverte industrielle, scientifique et technique, et l'interprétation de savoir-faire et de terroirs
 - Création et modernisation d'activités ludiques et récréatives fondées sur des pratiques de loisirs sportifs dans le champ du tourisme

Une fiche par type de projets précise en annexe les dépenses éligibles et inéligibles ainsi que les critères de sélection.

2. MOYENS FINANCIERS DEDIES A L'APPEL A PROJETS

La Région Nouvelle-Aquitaine a choisi de consacrer au titre de cet appel à projet une enveloppe maximale de **920 000 euros** de FEADER 2014-2020. L'enveloppe maximale pourrait ne pas être atteinte si les projets présentés s'avéraient de qualité insuffisante.

3. TYPE DE SOUTIEN

Le soutien sera réalisé sous la forme d'une subvention.

4. CONDITIONS DE FINANCEMENT DU PROJET

L'aide du FEADER ne peut être accordée qu'en contrepartie d'une aide publique. Le taux de cofinancement FEADER est de 53 % du montant total de l'aide publique.

Les plans de financement des opérations devront respecter un taux d'aide publique (toute aide publique confondue) fixe de 30 %.

Dans le cas où le projet serait soumis à un régime d'aide d'Etat, le taux d'aide publique appliqué au dossier correspondra au taux le plus faible entre celui défini dans l'appel à projet et celui imposé par le régime d'aide.

5. CALENDRIER DE L'APPEL A PROJETS

Date de début de dépôt du dossier de candidature	Date de fin de l'appel à projet	Date limite pour fournir les pièces d'un dossier complet
5 mars 2020	15 juin 2020	31 octobre 2020

NB : Tout dossier incomplet après la fin de date limite de dépôt du dossier complet (31/10/2020) sera réputé éligible et ne pourra pas être proposé à la sélection. Il ne sera pas programmé et donc ne bénéficiera pas de subvention FEADER.

C. CONDITIONS DE CANDIDATURE A L'APPEL A PROJETS

1. ELIGIBILITE TEMPORELLE DES DEPENSES

Les projets sont **éligibles à compter du dépôt d'une demande minimale**. Pour rappel, les éléments minimaux d'une demande d'aide sont les suivants : nom du bénéficiaire, taille de l'entreprise, description du projet, dates (prévisionnelles) de début et de fin de projet, localisation du projet, liste des coûts du projet, plan de financement, type d'aide demandée, montant du financement public nécessaire pour le projet.

Afin d'être éligible, aucune dépense ne doit avoir été engagée (devis ou bons de commande signés, premier acompte versé, bon de commande signé...) avant tout dépôt de demande de subvention mentionnant le FEADER, sauf dérogation prévue par la réglementation.

2. CONDITIONS D'ELIGIBILITE GEOGRAPHIQUE DU PROJET

L'appel à projets vise à soutenir les projets implantés ou développés sur les départements de la Dordogne, de la Gironde, des Landes, du Lot et Garonne et des Pyrénées-Atlantiques.

Toutes les communes de moins de 10.000 habitants (population municipale 2011) de la zone du PDR Aquitaine sont éligibles auxquelles s'ajoutent les communes de Libourne, Biscarosse, Marmande, Oloron Sainte-Marie et Orthez.

D. DEPOT ET SELECTION DES DOSSIERS DE DEMANDE DE SUBVENTION

1. CONSTITUTION DU DOSSIER

Pour être réputé complet, le dossier de demande de subvention doit être constitué :

- du **formulaire de demande de subvention complété, daté et signé,**
- **des pièces obligatoires (pour tous demandeurs et en fonction du statut du demandeur) demandées dans le formulaire,**
- **la copie des demandes de subvention à d'autres financeurs publics,**
- le cas échéant, l'attestation de dépôt de dossier mentionnant le FEADER auprès d'un autre financeur,
- des **éléments justificatifs nécessaires à l'évaluation de votre dossier** selon les critères indiqués dans la grille de sélection (Cf. Partie C de chaque fiche thématique – Critères de sélection du projet).

NB : Le porteur de projet veillera à joindre une **présentation détaillée du projet et un maximum de pièces justificatives** facilitant la compréhension et l'évaluation de l'opération au regard des critères de sélection par le service instructeur.

Une notice accompagne ce formulaire pour guider à la constitution du dossier et rappeler le respect des engagements des bénéficiaires notamment en matière de pérennité du projet, du respect des règles de co-financements et de la publicité européenne. Une attention particulière est portée sur ces points lors des contrôles administratifs et visites sur place.

Par ailleurs, **avant le paiement final du FEADER, il sera vérifié que la réalisation est bien conforme au projet présenté initialement dans le dossier de demande d'aide qui a été sélectionné** (par exemple, respect des déclarations du porteur de projet en matière d'environnement, d'engagement dans une démarche Qualité...). **En cas de non-respect, la sélection du dossier de candidature pourrait être remise en cause ainsi que le versement de la subvention FEADER.**

L'original du formulaire de demande subvention et la copie des pièces justificatives de demande d'aide sont à déposer auprès du service instructeur (se reporter à la rubrique contact). Ce service délivrera un récépissé de dépôt de dossier.

ATTENTION : un récépissé de dépôt ne signifie pas que votre dossier est complet et ne vaut pas promesse d'aide. En fonction du projet, le service instructeur peut demander au porteur de projet des pièces complémentaires qu'il jugera utile à la bonne compréhension et à l'instruction de votre dossier. Dès que celui-ci sera considéré complet, vous recevrez un accusé de réception de dossier complet. Celui-ci ne signifie pas un engagement de la Région à vous accorder une subvention au titre du FEADER.

2. MODALITES DE SELECTION DES DOSSIERS

La Commission européenne impose dans son règlement la mise en place de critères de sélection clairs, transparents et facilement contrôlables. La sélection des dossiers est un point important dans la programmation européenne. Seuls les meilleurs dossiers doivent être retenus.

Chaque demande d'aide fait l'objet d'une analyse et d'une notation du projet par le service instructeur, selon une grille communiquée à chaque bénéficiaire potentiel dans le formulaire de demande de subvention et présentée dans le présent règlement de l'appel à projets. Les critères de sélection sont établis pour l'opération 6.4.A du PDR.

Chaque projet est présenté au cours d'un comité technique de développement local (CTDL) par le service instructeur puis soumis à l'arbitrage de l'ICP (Instance de Consultation des Partenaires) qui octroie les aides européennes.

3. SUITE DE LA DEMANDE APRES LA SELECTION DU PROJET

Après analyse de la demande et instruction du dossier, le porteur de projet recevra au titre de l'appel à projet :

- **soit une lettre indiquant que la demande est rejetée** ainsi que les motifs de ce rejet,
- soit une **décision attributive de subvention** à l'issue de l'ICP, **si le projet est sélectionné.**

4. LES ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE

Pendant la durée d'engagement, le porteur de projet doit respecter un certain nombre d'obligations.

Notamment, pendant 10 ans après le paiement final du dossier, il peut être soumis à des contrôles et doit fournir tout document permettant de vérifier la réalisation effective de l'opération.

Le porteur de projet est également soumis à des obligations en matière de publicité. Il s'engage à informer le public du soutien du FEADER pendant la durée de l'opération. Pour les projets d'infrastructures et tout autre projet le permettant, le porteur de projet devra apposer en un lieu aisément visible par le public une plaque comprenant le logo européen et la mention « L'Europe s'engage... » pendant la mise en œuvre de l'opération et pendant une période minimale de 5 ans après le paiement final de l'aide européenne.

Les détails des obligations de publicité sont précisés dans la notice disponible sur le site Europe en Nouvelle Aquitaine (<https://www.europe-en-nouvelle-aquitaine.eu/fr/mes-obligations-de-communication.html>). Les logos, les modèles d'affiches, de panneaux et de plaques sont téléchargeables à partir du site.

E. CONTACT

Les demandes doivent être adressées **par courrier** au service suivant :

Où faire parvenir votre dossier ?	Région Nouvelle-Aquitaine Service tourisme 14 rue François de Sourdis 33077 BORDEAUX CEDEX
Contact en cas de besoin :	Isabelle GUIRAL Email : isabelle.guiral@nouvelle-aquitaine.fr Tél : 05.47.30.33.41 Tél secrétariat : 05 57 57 83 09

F. RECAPITULATIF DE LA VIE D'UN DOSSIER

Etape 1 : dépôt d'une demande de subvention

- **Dépôt du dossier.** La date retenue pour le dépôt du dossier est la date de réception à la Région ou le tampon du service instructeur si dépôt en main propre.
- **Accusé de réception avec autorisation de lancement des travaux sans promesse de subvention.** Il détermine la date d'éligibilité des dépenses, sous réserve de présentation :
- du formulaire de demande de subvention complété, daté et signé avec les informations minimales suivantes : identification demandeur (nom et adresse), taille de l'entreprise, libellé et description du projet, dates prévisionnelles de début et de fin de réalisation du projet, localisation de l'opération liste des dépenses, type d'aide (subvention), montant du financement public (tous financeurs confondus),
- de la copie des demandes de subvention à d'autres financeurs,
- le cas échéant, l'attestation de dépôt de dossier mentionnant le FEADER auprès d'un autre financeur,
- **Courrier de demande de pièces complémentaires**, le cas échéant.

Etape 2 : instruction du dossier

- **Accusé de réception de dossier complet.** Dossier complet si :
 - Formulaire de demande d'aide complété et signé
 - Pièces à joindre au formulaire : l'ensemble des pièces sont fournies, en conformité et recevables.
- **Instruction du dossier par le service instructeur.** *Des pièces ou informations complémentaires peuvent être demandées.*

Etape 3 : passage en Comité Technique de Développement Local (CTDL)

- **Composition du Comité Technique de Développement Local :** Région Nouvelle Aquitaine, Etat, Départements
- Le Comité donne un avis** favorable ou défavorable sur le dossier complet en examinant les projets au regard des critères de sélection.

Etape 4 : passage en Instance de Consultation du Partenariat

- **L'Instance de Consultation du Partenariat vote les crédits FEADER** suite aux avis du CTDL.
- **Après l'ICP :**
 - Un courrier de sélection est envoyé aux dossiers ayant reçu un avis favorable.
 - Une lettre de rejet est envoyée aux dossiers ayant reçu un avis défavorable.

Etape 5 : décision juridique

Notification de l'aide par le service instructeur et **envoi de la décision juridique** d'octroi de subvention au bénéficiaire pour les dossiers ayant reçus un avis favorable à l'ICP.

G. FOIRE AUX QUESTIONS

Questions	Réponses
Quelles sont les modalités d'intervention du FEADER ?	Le FEADER ne peut pas intervenir seul, il intervient en contrepartie d'un autre financeur public (Région, Département, EPCI...).
A partir de quelle date les dépenses sont éligibles ?	<p>L'éligibilité des dépenses est prise en compte à partir du dépôt du dossier de demande d'aide contenant les éléments minimums requis pour établir une attestation de dépôt, c.-à-d. identification du demandeur (nom et adresse), taille de l'entreprise, libellé et description du projet, dates prévisionnelles de début et de fin de réalisation du projet, localisation de l'opération, liste des dépenses, type d'aide (subvention), montant du financement public (tous financeurs confondus).</p> <p>A noter que l'accusé de réception du dossier ne vaut pas promesse d'aide.</p>
Quelle est la différence entre le taux d'aide publique à 30% et le taux de cofinancement FEADER de 53% ?	<ul style="list-style-type: none"> • Taux d'aide publique à 30% : les aides publiques correspondent à l'ensemble des financements publics intervenant sur le projet : les subventions de l'Europe, de l'Etat, de la Région, des Départements... Ainsi, le taux d'aide publique à 30% signifie que le projet peut être financé à 30% par des fonds publics, en fonction de la réglementation en vigueur. • Taux de cofinancement FEADER à 53% : le FEADER intervient en contrepartie de fonds publics. Un taux à 53% indique que 47% de financements publics nationaux permettent de mobiliser 53% de FEADER.
Comment est calculé le montant de subvention FEADER ?	<p>Le service instructeur calcule le montant de la subvention à partir des dépenses éligibles au FEADER déterminées en fonction de différents paramètres :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le montant des dépenses éligibles sur le coût total de l'opération, - Les montants planchers et plafonds définis dans l'appel à projet, - Le taux de cofinancement FEADER, - Le taux d'aide publique qui peut être revu selon le régime d'aide d'Etat qui s'applique, - La réglementation sur les fonds européens... <p>⇒ Il est possible que le coût total éligible au FEADER soit</p>

	inférieur au montant des dépenses présentées par le porteur.
Est-ce que l'atteinte de la note minimale de sélection des dossiers assure l'obtention de la subvention ?	<p>La procédure de sélection s'appuie sur la grille de notation construite sur la base de critères de sélection. L'application de ces critères donne lieu à l'attribution d'une note qui permet de classer les projets.</p> <p>L'atteinte de la note minimale n'assure pas la sélection du dossier (condition nécessaire mais pas suffisante). En fonction des crédits disponibles et du nombre de dossiers déposés dans le cadre de l'appel à projet, les dossiers les plus qualitatifs (c.-à-d. les meilleures notes) sont retenus.</p>
Quand le porteur de projet aura-t-il une information sur l'attribution de la subvention ?	<p>Après évaluation de l'ensemble des dossiers issus de l'appel à projet au regard des critères de sélection et l'instruction des dossiers, les demandes de financement sont soumises :</p> <ul style="list-style-type: none"> - au comité technique de développement local (CTDL) qui donne <u>un avis</u> - à l'Instance de Programmation du Partenariat (ICP), instance de programmation des fonds FEADER, qui statue sur les dossiers et <u>attribue les financements</u>. <p>Le service instructeur ne peut pas communiquer sur la sélection et le montant de FEADER attribué avant le passage en ICP.</p>
Le bénéficiaire peut-il recevoir une avance ou un acompte une fois l'aide attribuée ?	<p>Les modalités d'acompte de FEADER sont prévues dans la décision juridique. Les avances sont impossibles. Par conséquent, le porteur de projet doit disposer d'une avance de trésorerie.</p>

Fiche n°1 : Soutien à l'hôtellerie indépendante

Il s'agit de soutenir les projets de création et modernisation de l'hôtellerie indépendante.

A. CONDITIONS D'ELIGIBILITE DU PROJET

Afin de prétendre à une aide, le projet devra répondre aux conditions suivantes :

- Le projet devra être localisé en zone rurale telle que définie dans le point C-2 « Conditions d'éligibilité géographique » de l'Appel à Projet,
- Le porteur de projet s'engage à répondre aux enquêtes de fréquentation de l'Observatoire régional du tourisme,
- Il devra adhérer à l'office de tourisme local,
- Il ne doit pas avoir bénéficié d'une subvention du FEADER depuis le 01/01/2015,
- Il doit présenter un plan d'entreprise (business plan) démontrant la rentabilité du projet à 3 ans,
- Il doit obtenir un classement minimal 2 étoiles après achèvement de l'opération,
- les établissements hôteliers devront disposer de 60 chambres maximum après achèvement de l'opération.

B. BENEFICIAIRES ELIGIBLES

Sont éligibles à l'appel à projets les entreprises de moins de 10 personnes et dont le chiffre d'affaires n'excède pas 2 millions d'euros.

Sont exclus :

- les chaînes intégrées dont les franchises, les mandats de gestion et les sociétés civiles immobilières,
- l'hôtellerie indépendante 5 étoiles.

C. PLANCHERS ET PLAFONDS APPLICABLES

Le plancher de dépenses éligibles est de 300 000€ HT.

Le plafond de dépenses éligibles est de 650 000€ HT.

D. DESCRIPTION DES DEPENSES ELIGIBLES (COUTS ELIGIBLES)

	Projets localisés sur les communes de moins de 10.000 habitants (population municipale 2011) + Libourne, Marmande, Oloron Sainte-Marie et Orthez	Projets localisés sur communes de moins de 10 000 habitants de Bordeaux Métropole ou du littoral + Biscarosse (Cf. Annexe 2)
Dépenses éligibles	<p>Les dépenses liées à l'hôtellerie (hébergement et diversification de l'offre de loisirs récréatifs de l'établissement telle que les espaces bien-être, piscine...) sont éligibles, c.-à-d. :</p> <ul style="list-style-type: none"> ♦ Construction ou rénovation de biens immeubles : par exemple, gros œuvre, électricité, plomberie, sanitaires, travaux d'isolation, chauffage ♦ Achat de matériels ou d'équipements neufs : par exemple, équipements mobiliers, décoration 	<p>Seules les dépenses liées à la modernisation des chambres, de l'accueil et des communs seront éligibles, c.-à-d. :</p> <ul style="list-style-type: none"> ♦ Construction ou rénovation de biens immeubles : par exemple, gros œuvre, électricité, plomberie, sanitaires, travaux d'isolation, chauffage... ♦ Achat de matériels ou d'équipements neufs : par exemple, équipements mobiliers, décoration
Dépenses inéligibles	<ul style="list-style-type: none"> ♦ les dépenses immatérielles (communication, frais de conseil, diagnostics, frais d'études économiques, frais de labellisation ou de certification...) ♦ les frais généraux (honoraires d'architecte, rémunérations d'ingénieurs, étude de faisabilité...) ♦ l'achat de terrain ou bâtiment, les travaux en régie ou en auto construction, ♦ le matériel d'occasion, ♦ les investissements liés à la diversification d'activités hors activités de loisirs et ne relevant pas de l'activité d'hôtellerie (par exemple, cuisine, salles de séminaire, parking) 	<ul style="list-style-type: none"> ♦ les dépenses immatérielles (communication, frais de conseil, diagnostics, frais d'études économiques, frais de labellisation ou de certification...) ♦ les frais généraux (honoraires d'architecte, rémunérations d'ingénieurs, étude de faisabilité...) ♦ l'achat de terrain ou bâtiment, ♦ les travaux en régie ou en auto construction, ♦ le matériel d'occasion, ♦ les investissements liés à la diversification d'activités et ne relevant pas de l'activité d'hôtellerie (par exemple, salle de séminaire, piscine, bien-être, cuisine, parking).

E. CRITERES DE SELECTION DU PROJET - SOUTIEN A L'HOTELLERIE INDEPENDANTE

Principes de sélection du PDR approuvés par la Commission européenne	Critères de sélection du projet	Note maximum	Exemple de justificatifs à joindre au dossier*
Favoriser l'adhésion à des labels, à des structures, à des démarches de qualité et environnementales après l'achèvement de l'opération et reconnus au niveau national ou régional	Favoriser la prise en compte de l'environnement et la dimension sociale (voir Annexe 2: Fiche « Responsabilités sociales et environnementales d'un projet d'investissement touristique » à remplir)	<p>Max : 6 pts</p> <p>Notation différente par thématique :</p> <ul style="list-style-type: none"> Economie dans la gestion de l'énergie et de l'eau : 1 pt pour 1 action remplie 2 pts pour au moins 2 actions remplies Adaptation aux changements climatiques et respect de l'environnement : 1 pt pour 1 action remplie 2 pts pour 2 actions remplies Accessibilité et mobilité : 0,5 pt par type de handicap labellisé « Tourisme et Handicap » 	Détail dans la fiche jointe (annexe 2)
	Adhésion à des structures ou projets collectifs (exemple : adhésion ANCV)	Max : 1 pt	Facture de cotisation, convention, charte

Principes de sélection du PDR approuvés par la Commission européenne	Critères de sélection du projet	Note maximum	Exemple de justificatifs à joindre au dossier*
	Adhésion à des labels ou certification de qualité (exemple : norme Iso)	<u>Max : 4 pts</u> <ul style="list-style-type: none"> - aucune : 0 pt - adhésion label ou certification d'envergure nationale : 2 pts - adhésion label ou certification d'envergure internationale : 4 pts 	Attestation de labélisation ou certification
Favoriser l'extension de la saisonnalité de l'activité: ouverture au public des équipements d'une durée minimale dans l'année	Sélection par rapport au nombre de mois d'ouverture dans l'année	<u>Max : 4 pts</u> <ul style="list-style-type: none"> - < 4 mois : 0 pt - Entre 4 et 6 mois : 2 pts - De 6 à 8 mois : 3 pts - >8 mois : 4 pts 	Planning d'ouverture de l'établissement, plaquette de communication mentionnant les périodes d'ouverture...

Nombre total de points : 15 pts

Note minimale indicative de sélection : 6 pts

L'application de ces critères donnera lieu à une note par le service instructeur qui permettra de classer les projets. Tout dossier ayant obtenu moins de 6 points ne sera pas sélectionné par le comité technique de développement local. La note minimale pourra être revue à la hausse en fonction de la disponibilité des crédits. L'Autorité de Gestion se réserve le droit de moduler le seuil de sélection des dossiers en fonction de la disponibilité des crédits.

* Les justificatifs fournis par le porteur de projet doivent permettre aux instructeurs de comprendre le projet. Le porteur de projet veillera donc à fournir tous les éléments non listés ci-dessous qu'il jugera utiles à la bonne compréhension de son projet et de ses enjeux.

Fiche n°2 : Soutien à l'hôtellerie de plein air indépendante

Il s'agit de soutenir les projets de création et modernisation de campings indépendants.

A- CONDITIONS D'ELIGIBILITE DU PROJET

Afin de prétendre à une aide le projet devra répondre aux conditions suivantes :

- Le projet devra être localisé en zone rurale telle que définie dans le point C-2« Conditions d'éligibilité géographique » de l'Appel à Projet,
- Le porteur de projet s'engage à répondre aux enquêtes de fréquentation de l'Observatoire régional du tourisme,
- Il devra adhérer à l'office de tourisme local,
- Il ne doit pas avoir bénéficié d'une subvention du FEADER depuis le 01/01/2015,
- Il doit présenter un plan d'entreprise (business plan) démontrant la rentabilité du projet à 3 ans,
- Il doit obtenir un classement minimal 3 étoiles après achèvement de l'opération,
- Les campings de tourisme indépendants devront disposer d'au moins 10% d'emplacements nus réservés pour l'accueil de tentes ou de caravaning et la capacité maximale ne devrait pas excéder 250 emplacements.

B- BENEFICIAIRES ELIGIBLES

Sont éligibles à l'appel à projets les entreprises de moins de 10 personnes et dont le chiffre d'affaires n'excède pas 2 millions d'euros.

Sont exclus :

- les chaînes intégrées dont les franchises, les mandats de gestion et les sociétés civiles immobilières,
- l'hôtellerie de plein air située sur Bordeaux Métropole ou sur le littoral (Cf. Annexe 1 : liste des communes)

C- PLANCHERS ET DEPENSES APPLICABLES

Le plancher de dépenses éligibles est de 300 000€ HT,

Le plafond de dépenses éligibles est de 650 000€ HT.

D- DESCRIPTION DES DEPENSES ELIGIBLES (COUTS ELIGIBLES ET INELIGIBLES)

Sont éligibles à l'appel à projet :

- construction ou rénovation de biens immeubles : pôle d'accueil et de réception, bâtiments sanitaires, pôles aquatiques, aménagements paysagers, aire de camping-car et réseaux...

- achats de matériels ou d'équipements neufs,

NB : L'hôtellerie de plein air, située sur Bordeaux métropole ou sur le littoral (Cf. Annexe X : liste des communes), n'est pas éligible.

Sont inéligibles à l'appel à projet :

- les dépenses immatérielles (communication, frais de conseil, diagnostics, frais d'études économiques, frais de labellisation ou de certification...),
- les frais généraux (honoraires d'architecte, rémunérations d'ingénieurs, étude de faisabilité...)
- l'achat de terrain ou bâtiments,
- les travaux en régie ou en auto construction,
- les dépenses relatives aux hébergements locatifs légers de loisir type chalets, mobil homes,
- le matériel d'occasion.

E- CRITERES DE SELECTION DU PROJET - SOUTIEN A L'HOTELLERIE DE PLEIN AIR INDEPENDANTE

Principes de sélection du PDR approuvés par la Commission européenne	Critères de sélection du projet	Note maximum	Exemple de justificatifs à joindre au dossier*
Favoriser l'adhésion à des labels, à des structures, à des démarches de qualité et environnementales après l'achèvement de l'opération et reconnus au niveau national ou régional	Favoriser la prise en compte de l'environnement et la dimension sociale (voir Annexe 2: Fiche « Responsabilités sociales et environnementales d'un projet d'investissement touristique » à remplir)	<p><u>Max : 6 pts</u></p> <p>Notation différente par thématique :</p> <ul style="list-style-type: none"> Economie dans la gestion de l'énergie et de l'eau : 1 pt pour 1 action remplie 2 pts pour au moins 2 actions remplies Adaptation aux changements climatiques et respect de l'environnement : 1 pt pour 1 action remplie 2 pts pour 2 actions remplies Accessibilité et mobilité : 0,5 pt par type de handicap labellisé « Tourisme et Handicap » 	Voir fiche jointe (Annexe 2)
	Adhésion à des structures ou projets collectifs (exemple : adhésion ANCV)	<u>Max : 1 pt</u>	Facture de cotisation, convention, charte

Principes de sélection du PDR approuvés par la Commission européenne	Critères de sélection du projet	Note maximum	Exemple de justificatifs à joindre au dossier*
	Adhésion à des labels ou certification de qualité (exemple : norme Iso)	<u>Max : 4 pts</u> <ul style="list-style-type: none"> - Aucune : 0 pt - adhésion label ou certification d'envergure nationale : 2 pts - adhésion label ou certification d'envergure internationale : 4 pts 	Attestation de labélisation ou certification
Favoriser l'extension de la saisonnalité de l'activité: ouverture au public des équipements d'une durée minimale dans l'année	Sélection par rapport au nombre de mois d'ouverture dans l'année	<u>Max : 4 pts</u> <ul style="list-style-type: none"> - < 4 mois : 0 pt - Entre 4 et 6 mois : 2 pts - De 6 à 8 mois : 3 pts - > 8 mois : 4 pts 	Planning d'ouverture de l'établissement, plaquette de communication mentionnant les périodes d'ouverture...

Nombre total de points : 15 pts

Note minimale indicative de sélection : 6 pts

L'application de ces critères donnera lieu à une note par le service instructeur qui permettra de classer les projets. Tout dossier ayant obtenu moins de 6 points ne sera pas sélectionné par le comité technique de développement local. La note minimale pourra être revue à la hausse en fonction de la disponibilité des crédits. L'Autorité de Gestion se réserve le droit de moduler le seuil de sélection des dossiers en fonction de la disponibilité des crédits.

* Les justificatifs fournis par le porteur de projet doivent permettre aux instructeurs de comprendre le projet. Le porteur de projet veillera donc à fournir tout élément non listé ci-dessous qu'il jugera utiles à la bonne compréhension de son projet et de ses enjeux.

Fiche n°3 : Soutien aux activités de loisirs

Il s'agit de soutenir :

- La création et modernisation d'aménagements inscrits dans une démarche ludo-pédagogique favorisant l'accueil, la découverte industrielle, scientifique et technique, et l'interprétation de savoir-faire et de terroirs
- La création et modernisation de l'offre d'activités ludiques et récréatives fondées sur des pratiques de loisirs sportifs.

A- CONDITIONS D'ELIGIBILITE DU PROJET

Afin de prétendre à une aide le projet devra répondre aux conditions suivantes :

- Le projet devra être localisé en zone rurale telle que définie dans le point C-2« Conditions d'éligibilité géographique » de l'Appel à Projet,
- Le porteur de projet s'engage à répondre aux enquêtes de fréquentation de l'Observatoire régional du tourisme,
- Il devra adhérer à l'office de tourisme local,
- Il ne doit pas avoir bénéficié d'une subvention FEADER depuis le 01/01/2015,
- Il doit présenter un plan d'entreprise (business plan) démontrant la rentabilité du projet à 3 ans.

B- CONDITIONS D'ELIGIBILITE DU BENEFICIAIRE

Sont éligibles à l'appel à projets les entreprises de moins de 10 personnes et dont le chiffre d'affaires n'excède pas 2 millions d'euros.

Sont exclus :

- les chaînes intégrées dont les franchises, les mandats de gestion et les sociétés civiles immobilières.

C- PLANCHER ET PLAFOND APPLICABLES

Le plancher de dépenses éligibles est de 70 000€ HT.

Le plafond de dépenses éligibles est de 650 000€ HT.

D- DESCRIPTION DES DEPENSES ELIGIBLES (COUTS ELIGIBLES ET INELIGIBLES)

Sont éligibles à l'appel à projet :

- construction ou rénovation de biens immeubles : travaux d'accueil, travaux liés au déploiement de l'activité, aménagements paysagers, aménagement d'accessibilité, aménagement visant à faciliter les flux des visiteurs, aménagement ludique et/ou pédagogique, travaux d'optimisation énergétique,
- achats de matériels ou d'équipements neufs : équipements d'accueil, outils d'interprétation, outils ludiques et/ou pédagogiques.

Sont inéligibles à l'appel à projet :

- les dépenses immatérielles (communication, frais de conseil, diagnostics, frais d'études économiques, frais de labellisation ou de certification...)
- les frais généraux (honoraires d'architecte, rémunérations d'ingénieurs, étude de faisabilité...)
- l'achat de terrain ou bâtiments
- les travaux en régie ou en auto construction
- le matériel d'occasion

E- CRITERES DE SELECTION DU PROJET - SOUTIEN AUX ACTIVITES LUDIQUES ET RECREATIVES

Principes de sélection du PDR approuvés par la Commission européenne	Critères de sélection du projet	Note maximum	Exemple de justificatifs à joindre au dossier*
Favoriser l'adhésion à des labels, à des structures, à des démarches de qualité et environnementales après l'achèvement de l'opération et reconnus au niveau national ou régional	Favoriser la prise en compte de l'environnement et la dimension sociale (voir Annexe 2: Fiche « Responsabilités sociales et environnementales d'un projet d'investissement touristique » à remplir)	<p><u>Max : 3 pts</u></p> <p>Notation différente par thématique :</p> <ul style="list-style-type: none"> Economie dans la gestion de l'énergie et de l'eau : 1 pt pour au moins 1 action remplie Adaptation aux changements climatiques et respect de l'environnement : 1 pt pour au moins 1 action remplie Accessibilité et mobilité : 1 pt pour la labellisation 	Voir fiche jointe (Annexe 2)
	Adhésion à des structures ou projets collectifs (ANCV, adhésion à une filière ou un collectif local, etc.)	<u>Max : 2 pts</u>	Facture de cotisation, convention, charte

Principes de sélection du PDR approuvés par la Commission européenne	Critères de sélection du projet	Note maximum	Exemple de justificatifs à joindre au dossier*
		- Aucun critère : 0 pt - 1 critère : 1 pt - 2 critères : 2 pts	
	Favoriser l'accessibilité en fonction de la saison touristique et du type de clientèle : <ul style="list-style-type: none"> - modularité des horaires (pause méridienne, soirée, week-end, congés scolaires...), - activités en direction de différents publics, - définition d'une politique tarifaire adaptée aux différentes cibles de clientèles (famille, enfants, chômeurs...) 	<u>Max : 3 pts</u> <ul style="list-style-type: none"> - Aucun critère : 0 pt - 1 critère : 1 pt - 2 critères : 2 pts - 3 critères : 3 pts 	Plaquette de présentation, site internet
	Adhésion à des labels ou certification de qualité (exemple : norme Iso, agrément jeunesse et sport, label mettant en avant les savoir-faire locaux, la qualité d'accueil, labels	<u>Max : 3 pts</u> <ul style="list-style-type: none"> - aucune : 0 pt - adhésion à un label ou certification d'envergure nationale : 2 pts 	Attestation de labélisation ou certification

Principes de sélection du PDR approuvés par la Commission européenne	Critères de sélection du projet	Note maximum	Exemple de justificatifs à joindre au dossier*
	Qualité Tourisme, etc.)	- adhésion à un label ou certification d'envergure internationale : 3 pts	
Favoriser l'extension de la saisonnalité de l'activité: ouverture au public des équipements d'une durée minimale dans l'année	Sélection par rapport au nombre de mois d'ouverture dans l'année	<p><u>Max : 4 pts</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - < 2 mois : 0 pt - De 2 à 3 mois : 2 pts - De 4 à 5 mois : 3 pts - 5 mois ou plus : 4 pts 	Planning d'ouverture ou description détaillée du projet

Nombre total de points : 15 pts

Note minimale indicative de sélection : 6 pts

L'application de ces critères donnera lieu à une note par le service instructeur qui permettra de classer les projets. Tout dossier ayant obtenu moins de 6 points ne sera pas sélectionné par le comité technique de développement local. La note minimale pourra être revue à la hausse en fonction de la disponibilité des crédits. L'Autorité de Gestion se réserve le droit de moduler le seuil de sélection des dossiers en fonction de la disponibilité des crédits.

* Les justificatifs fournis par le porteur de projet doivent permettre aux instructeurs de comprendre le projet. Le porteur de projet veillera donc à fournir tout élément non listé ci-dessous qu'il jugera utiles à la bonne compréhension de son projet et de ses enjeux.

Annexe 1 : Liste des communes de Bordeaux Métropole et des communes du littoral

Code Postal	Communes du Littoral
33 510	Andernos
33 120	Arcachon
33 740	Arès
33 980	Audenge
33 380	Biganos
33 121	Carcans
33 590	Grayan et l'Hôpital
33 470	Gujan-Mestras
33 990	Hourtin
33 590	Jau Dignac et Loirac
33 260	La Teste
33 680	Lacanau
33 138	Lanton
33 680	Le Porge
33 470	Le Teich
33 123	Le Verdon sur Mer
33 950	Lège Cap-Ferret
33 300	Naujac sur Mer
33 590	Saint Vivien du Médoc
33 780	Soulac sur Mer
33 590	Talais
33 340	Valeyrac
33 930	Vendays Montalivet
33 590	Vensac
40 600	Biscarrosse
40 160	Gastes
40 170	Lit et Mixe
40 440	Ondres
40 160	Parentis
40 200	Saint Eulalie en Born
40 170	Saint Julien en Born
40 460	Sanguinet
40 220	Tarnos
40 560	Vielle Saint Girons
64 600	Anglet
64 100	Bayonne
64 200	Biarritz
64 210	Bidart
64 340	Boucau
64 500	Ciboure
64 210	Guéthary
64 700	Hendaye
64 500	Saint Jean de Luz
64 122	Urrugne

Code Postal	Bordeaux Métropole
33 440	Ambarès-et-Lagrave
33 810	Ambès
33 370	Artigues-près-Bordeaux
33 530	Bassens
33 130	Bègles
33 290	Blanquefort
33 000	Bordeaux
33 270	Bouliac
33 110	Le Bouscat
33 520	Bruges
33 560	Carbon-Blanc
33 150	Cenon
33 320	Eysines
33 270	Floirac
33 170	Gradignan
33 185	Le Haillan
33 310	Lormont
33 127	Martignas-sur-Jalle
33 700	Mérignac
33 290	Parempuyre
33 600	Pessac
33 160	Saint-Aubin-de-Médoc
33 440	Saint-Louis-de-Montferrand
33 650	Saint-Médard-d'Eyrans
33 440	Saint-Vincent-de-Paul
33 320	Le Taillan-Médoc
33 400	Talence
33 140	Villenave-d'Ornon

Commune de plus de 10 000 habitants = non éligible
NB : Biscarrosse (> à 10 000habitants) reste éligible

Annexe 2 : Fiche « Responsabilités sociales et environnementales d'un projet d'investissement touristique »

Ce tableau est à compléter et à fournir à votre demande de subvention FEADER. Les actions décrites devront concerner le projet objet de la demande de subvention FEADER.

Nom du projet		Année :		Justificatifs à produire
Thématique	Action	Mise en place de l'action		
		répondre par oui ou par non + Décrire l'action		
Economie dans la gestion de l'énergie et de la gestion de l'eau	Installer des équipements permettant la production d'énergie renouvelable : panneaux solaires pour l'eau chaude, installations photovoltaïques, chaufferie bois...			devis
	Utiliser des détecteurs de présence ou minuteries pour éviter la consommation d'énergie inutile			
	Installer des sous-compteurs d'eau pour connaître la consommation de votre établissement et des différents postes			devis
	Installer des récupérateurs d'eau de pluie pour l'arrosage ou pour l'alimentation des WC et/ou machines à laver le linge			
Adaptation aux changements climatiques et respect de l'environnement	Favoriser l'aménagement de parkings pour véhicules légers non goudronnés			devis
	Privilégier les matériaux locaux, issus de techniques anciennes ou assimilés, des matériaux écologiques, à faible nuisance environnementale			
Accessibilité et mobilité	Détenir la marque nationale « Tourisme et Handicap » (familles de handicap : auditif, mental, moteur et visuel) ou avoir amorcé la démarche de labellisation			Facture d'adhésion au label ou attestation d'une démarche de labellisation en cours